

Choses vues

**CES d'Avorbam : On frôle l'asphyxie !**

F.B.E.M

Libreville/Gabon

**TRISTE** quotidien que celui vécu par les élèves, enseignants et administratifs du collège d'enseignement secondaire (CES) d'Avorbam, situé dans la commune d'Akanda, au nord de Libreville. Et pour cause, leur établissement est dépourvu de tout, ou presque.

En effet, l'eau, l'électricité ou encore les toilettes, pour ne citer que ces quelques commodités, demeurent encore un luxe dans cet espace académique livré en 2008, et qui accueille d'innombrables personnes au quotidien ! "Ici, il n'y a que des salles de classe", a lancé hier, souriant, un élève à l'entrée du collège. Une attitude qui n'est pas sans trahir le fait qu'il soit, comme beaucoup de ses condisciples, dépassé par cette situation, au point d'en rire seulement. Et c'est justement l'entrée du collège, dépourvue de portail ou de tout autre indication sur la nature des lieux, qui donne le ton à ce triste constat. Une entrée qui débouche sur une cour en partie marécageuse, et partagée entre hautes herbes et ordures, que les occupants tentent malgré eux de rassembler en un seul endroit.



Les bâtiments censés accueillir les bureaux administratifs, complètement à l'abandon.



Plusieurs salles de classe, à l'instar de celle-ci, manquent de tables-bancs.

"On supporte", a répondu une autre élève, Orphélia Engangoye de la 3e B, à la question de savoir comment font les apprenants, notamment les filles, lorsqu'elles ont des besoins pressants. Et pour celles qui ne peuvent supporter, la nature est tout indiquée. "Elles vont soit derrière les bâtiments, les faire à même le sol, soit dans des toilettes indigènes construits derrière là-bas", poursuit la collégienne, pointant du doigt des cloisons sans portes servant de latrines, derrière des salles de classes, et auxquelles on se rend au travers d'un chemin parsemé d'ordures, d'herbes et d'odeurs nauséabondes. Car les quelques toilettes prévues lors de la construction de ces bâtiments sont dépourvues de plateaux, quand elles ne sont pas closes. Ce



Un aperçu des seules toilettes "indigènes" du collège.

Photo : F.B.E.M

dans le seul bureau du principal, selon un responsable de l'établissement, qui a requis l'anonymat. D'ailleurs, il ne s'agit en réalité que d'un petit local insignifiant, les bureaux administratifs devant être logés dans des bâtiments à l'entrée de l'établissement dont la construction a été curieusement stoppée depuis 2009. "Je puis vous assurer que monsieur le principal dispose de plus de dossiers dans sa voiture que dans ce bureau", a souligné notre source. Et comme si cela ne suffisait pas, les tables-bancs, dont le nombre reste limité, sont en totale inadéquation avec les salles de classe disponibles. Toutes choses qui obligent souvent les apprenants à "transporter des bancs de classes en classes", au rythme des cours, révèle l'un d'entre eux. Autant d'anomalies dans un collège dont les occupants, les élèves en premier, s'accordent pourtant à reconnaître la qualité des enseignements, et qui mériterait certainement un meilleur traitement. Ce d'autant plus que ce même CES d'Avorbam avait fait l'objet d'une visite du Premier ministre, le Pr Daniel Ona Ondo, lors de sa revue d'établissements du début d'année académique 2014-2015. Un moment saisi par les responsables du collège pour mettre à nu tous ces problèmes d'un autre âge. Pourtant rien, depuis lors, ne semble avoir bougé en leur faveur. Nul doute qu'une visite du ministre de l'Education nationale au sein de ladite structure scolaire, à l'effet de se rendre compte des carences auxquelles elle est confrontée, permettrait de restaurer un tant soit peu le moral de ses occupants.

d'autant plus qu'aucune conduite d'eau ne semble avoir été pensée au sein du collège. L'électricité, denrée tout aussi rare, n'existe que

Fait d'ailleurs/Santé

**Ebola a "mis en lumière les défaillances organisationnelles" de l'OMS**

AFP, Londres

**La crise sanitaire liée au virus Ebola a "mis en lumière des défaillances organisationnelles" de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) qui doit procéder à des "changements fondamentaux" pour faire face aux prochaines crises, juge un rapport d'experts publié hier.**

**L'EPIDEMIE** Ebola qui s'est déclenchée en décembre 2013 en Guinée n'a été déclarée "urgence de santé publique" qu'en août 2014 par l'OMS, ce qui est en partie à l'origine de la propagation du virus à la Sierra Leone et au Liberia, causant au total le décès de plus de 11.000 personnes, note le rapport. "L'OMS doit rétablir sa prééminence en tant que gardien de la santé publique mondiale", ce qui "va nécessiter des changements fondamentaux au sein de l'OMS" et "particulièrement au niveau de la direction et des processus

de décision", conclut ce rapport rédigé par un panel d'experts présidé par Barbara Stocking, l'ancienne directrice d'Oxfam au Royaume-Uni. "L'OMS n'a pas actuellement la capacité ou la culture organisationnelle pour apporter une réponse complète à une situation d'urgence de santé publique", juge encore ce rapport très critique. Il note que l'organisation a "tendance à adopter une approche réactive plutôt que proactive aux situations d'urgence" et n'a pas su réagir aux alertes émises par son personnel expérimenté sur le terrain. Ces experts recommandent la création d'un centre unique de réponse et de préparation aux urgences sanitaires. Ils appellent également à l'accroissement des financements de l'OMS, via une augmentation de 5% des contributions régulières des 194 états membres ainsi que le financement d'un fonds de gestion d'urgence de 100 millions de dollars (92 millions d'euros).

"Vous ne pouvez pas attendre d'une organisation de gérer de plus en plus d'épidémies mondiales tout en ayant un budget en baisse", a regretté Barbara Stocking. Mais les experts s'en prennent également aux états membres en les accusant de ne pas avoir écouté les recommandations de l'OMS quand elle appelait à fermer les frontières ou à interrompre les vols transnationaux lorsque la crise du virus Ebola s'est déclenchée. Outre la nécessaire réforme de l'agence onusienne, "il faudra aussi les moyens et la volonté politique des états membres pour faire de l'OMS une agence capable de remplir son mandat au XXIe siècle. Cette transformation doit avoir lieu d'urgence", conclut le rapport. Saluant le rapport, l'OMS a rappelé que "l'épidémie d'Ebola était toujours en cours", ajoutant que "l'amélioration des méthodes de travail allait être intégrée à la gestion en temps réel"

**giz** Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

**AVIS DE MARCHE DE FOURNITURES**

**Intitulé du marché :** « Fourniture d'un (01) véhicule camion 4x4 diesel, charge utile minimale de 3,5 Tonnes, pour l'agence GIZ de gestion et de mise en œuvre du Projet de Désenclavement du Département de Ndougou -PRODDEN - au Gabon »

**Référence de publication :** 002/ FOURN/GIZ-IS/GABON/2015 du mercredi 8 juillet 2015

La Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ - Agence Allemande de Coopération Internationale) GmbH, Dag-Hammarskjöld-Weg 1-5, D - 65760 Eschborn, République fédérale d'Allemagne, dénommée "la GIZ", envisage d'attribuer un marché de fournitures d'un (01) véhicule camion 4x4 diesel, charge utile minimale de 3,5Tonnes, benne basculante, cabine 3 places avec AC et direction assistée, pour son agence de gestion et de mise en œuvre du Projet de Désenclavement du Département de Ndougou - PRODDEN - à Libreville au Gabon, financé par l'Etat Gabonais et SHELL Gabon.

Le dossier d'appel d'offres peut être obtenu par courriel en en faisant la demande à :

**Monsieur François LECARPENTIER,**  
Responsable des Achats, Contrats et Marchés  
Tél. : +241 02 22 45 14 Adresse électronique : [francois.lecarpentier@giz.de](mailto:francois.lecarpentier@giz.de)  
qui pourra le cas échéant répondre aux demandes d'éclaircissements au dossier d'appel d'offres.

Les offres devront parvenir au bureau de la GIZ - PRODDEN sous pli fermé portant la mention « Appel d'offres pour la fourniture d'un (01) véhicule camion 4x4 diesel de PTC 3,5 Tonnes n°002/ FOURN/GIZ-IS/GABON/2015 », à l'adresse suivante :

**GIZ - Bureau du Projet PRODDEN**  
Rue Descente de Jeanne Ebori, n°220  
Quartier Louis - BP 23850 - Libreville  
Gabon

La date et heure limite de remise des offres sont fixées au **mercredi 15 juillet 2015 à 12h00** (heure de Libreville).

Les offres parvenues après ce délai ne seront pas ouvertes.

L'ouverture et l'évaluation des offres seront effectuées par une commission de la GIZ.

La livraison des véhicules devra se faire au plus tard le **31 juillet 2015**.

La GIZ se réserve le droit d'apporter toutes modifications au présent appel d'offres ou de ne donner aucune suite à tout ou partie dudit appel d'offres.